

## Éducation : les chantiers décisifs du Président

**Point de vue.** Par Marc Vannesson, délégué général de Vers le haut, un *think tank* dédié aux jeunes, aux familles et à l'éducation.



Marc Vannesson.

Conscient de la crise éducative qui fragilise notre pays, le candidat Emmanuel Macron a présenté l'éducation comme l'une de ses priorités. En nommant ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, qui connaît très bien les rouages de la rue de Grenelle sans en être prisonnier, le nouveau Président fait preuve de pragmatisme. Quels sont les principaux défis de ce quinquennat ?

Pour commencer, il veut apaiser les conflits qui ont marqué le quinquennat Hollande. Sans revenir brutalement sur les orientations de son prédécesseur, il réaffirme son attachement à la transmission des savoirs fondamentaux, après les polémiques sur les programmes. Sur la réforme du collège comme sur celle des rythmes scolaires, il propose de laisser aux acteurs de terrain le soin de décider s'il faut maintenir ou non les aspects les plus controversés.

Le souci d'une plus grande autonomie des établissements est ainsi au cœur de son projet. Alors que le mot a longtemps été tabou à gauche, le nouveau Président l'assume. Sur la définition du projet pédagogique,

sur le recrutement des enseignants qu'il veut confier aux chefs d'établissements dans les zones prioritaires. Cette approche plus « girondine » porte en germe une profonde transformation de l'Éducation nationale. Reste à savoir jusqu'où il osera faire confiance aux acteurs de terrain.

Priorité au primaire, c'est la volonté affirmée du Président, dans la continuité de la loi de refondation de l'école de 2013. La mesure phare de son programme éducatif, le doublement des classes de CP et CE1 en zones prioritaires, doit entrer en application dès la rentrée, avec le redéploiement de postes du dispositif « Plus de maître que de classes ».

---

### Plus d'autonomie aux établissements

---

Outre la question du calendrier audacieux et du manque de places dans les écoles, la réduction du nombre d'élèves par classe ne saurait être la solution miracle : il faut surtout une meilleure formation pour tous les enseignants et une adaptation des méthodes pédagogiques.

Autre engagement fort : le recours massif à l'apprentissage. Depuis des années, il se développe dans le supérieur mais recule pour les qualifications plus courtes (CAP, lycée pro...). Les efforts devront se concentrer sur ces qualifications et sur l'orientation,

sachant que la réussite de ce chantier ne dépend pas tant de mesures techniques que d'un changement culturel dans les entreprises, l'Éducation nationale et les familles.

Deux autres chantiers méritent d'être ouverts. D'abord, la revalorisation de la fonction enseignante sur laquelle Emmanuel Macron est assez elliptique. Alors que près d'un quart des postes ne sont pas pourvus aux concours de l'enseignement, les grandes réformes n'auront aucun impact si nous ne répondons pas à la crise des vocations éducatives et au malaise des professeurs.

Enfin, l'éducation ne peut pas se limiter à l'école. Il faut une approche globale, capable de mobiliser tous les acteurs : parents, collectivités locales, acteurs associatifs... Ensemble, il faut redire ce que nous attendons de l'éducation au XXI<sup>e</sup> siècle. Éduquer, oui. Mais à quoi ? Et pour quoi ?

Ce chantier pourrait être abordé aux États généraux de l'Éducation que Vers le haut et trente acteurs engagés en faveur de la jeunesse demandent au président de lancer. Il s'agirait de définir la feuille de route des réformes à entreprendre pour la prochaine décennie en dépassant les clivages traditionnels. Jean-Michel Blanquer, avant d'être ministre, regrettait qu'il manque une « constitution éducative » gravant dans le marbre les fondamentaux que nous voulons pour notre pays. Voilà un bon moyen de l'écrire !